

08. janvier 2012 - 11:00

Les adversaires de l'armée reviennent à la charge



Aujourd'hui, les jeunes recrues n'entrent pas forcément en service dans la joie et l'enthousiasme (Keystone)

Par Urs Geiser, swissinfo.ch

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a déposé jeudi 5 janvier à Berne une initiative proposant la suppression du service militaire obligatoire, ce «reliquat de la guerre froide». Le texte, muni de 107'280 signatures devrait être soumis au vote des citoyens.

Apparu il y a une trentaine d'années, ce groupe pacifiste s'est fait connaître lorsqu'il a lancé sa première initiative populaire visant à supprimer purement et simplement l'armée d'un pays qui a construit son histoire moderne sur la neutralité armée.

La Constitution fédérale prévoit en effet que «tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire». L'introduction d'un service civil en 1996 a offert une alternative limitée, car les jeunes n'ont pas vraiment la liberté de choix. Quant aux femmes, elles ne font du service militaire que comme volontaires.

La première initiative du GSsA demandant l'abolition de l'armée avait fait sensation en 1989. Elle a été rejetée par 64% des citoyens, mais ce résultat a pourtant été perçu comme une

percée politique majeure, compte tenu de l'image traditionnelle de la Suisse après la Seconde Guerre mondiale, l'image d'un pays qui a su défendre son indépendance grâce à son armée et à son statut de pays neutre.

Ces trente dernières années, le groupe pacifiste a lancé cinq autres initiatives, ainsi que deux référendums contre des décisions parlementaires portant sur l'interdiction de l'exportation d'armes et l'acquisition de nouveaux avions de combat.

Briser un tabou

Aucune de ces tentatives n'a passé le test des urnes. Mais Jo Lang, l'un des membres dirigeants du GSsA, ne se tient pas pour battu. «L'histoire récente de la Suisse est inconcevable sans nous», affirme-t-il, persuadé qu'en s'opposant à l'armée et à la mentalité militariste de la société, son groupe a brisé un tabou politique.

Le groupe a contribué au processus de réduction des forces armées, aux coupes dans les dépenses militaires ainsi qu'à une certaine humanisation du service militaire, sans oublier l'introduction du service civil.

Jo Lang clame que le GSsA est le principal instigateur du mouvement pour la paix en Suisse de cette première décennie du 21^e siècle. Et rappelle que les différentes initiatives déposées durant ces cinq dernières années ont récolté au total 500'000 signatures ce qui démontre le rôle central du mouvement dans le système de démocratie directe.

Jonas Zürcher, secrétaire politique du groupe pacifiste, ajoute qu'un rejet éventuel de l'initiative par le peuple n'est pas nécessairement une défaite politique et que la stratégie qui consiste à répéter les revendications s'avèrera payante un jour ou l'autre.

Les deux dirigeants estiment que le GSsA est devenu plus pragmatique avec les années, en abordant des thèmes tels que l'interdiction d'exporter des armes ou le dépôt de l'arme de service à la maison.

Une illusion

De son côté, le groupe «Giardino» se bat pour le maintien du système de milice et argumente que les partisans d'une Suisse sans armée ont vécu pendant les trente dernières années dans l'illusion d'une société démilitarisée.

«Leurs appels à l'abandon de la conscription sont parfaitement conformes aux idées néo-marxistes», affirme Hans Suter, président du groupe Giardino. Il estime que les pacifistes et leurs activités «non suisses» et «anti-armée» n'ont pas varié d'un pouce depuis trente ans. Mais Hans Suter reconnaît que les initiatives pacifistes ont permis d'ouvrir un large débat sur l'armée, le principe de la milice et la sécurité.

Quant à l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), elle se montre plus

conciliante dans la forme mais s'oppose tout aussi fermement aux pacifistes sur le fond. «Leur vision d'un monde en paix est irréaliste et leur politique contradictoire, parce qu'elle conduit vers une armée de professionnels et vers une adhésion à l'OTAN, sapant le principe de milice et la neutralité armée, les deux piliers du système politique de la Suisse», relève Werner Gartenmann, directeur du groupe de pression conservateur.

En plein dans le mille

Pour en revenir à la dernière initiative du GSsA, Jo Lang est convaincu qu'elle vise «en plein dans le mille» puisqu'elle touche à un thème politique clé.

«On ne peut plus financer une armée de masse, le monde des affaires montre de plus en plus de réticence à libérer son personnel pour les cours de répétition et, de toutes façons, la plupart des pays européens ont aboli la conscription. De manière générale, les jeunes sont de moins en moins enclins à obéir aux ordres.»

Pour Jo Lang, cette initiative contre le service obligatoire est la deuxième en importance de l'histoire du GSsA, car elle ne peut être mise sur le même plan que celle de 1989, qui coïncidait avec la fin de la Guerre froide.

Jonas Zürcher ajoute que la mention de justice et d'égalité figurant dans le projet de l'époque n'est plus d'actualité puisque le Parlement a entretemps décidé de diviser par deux l'effectif des troupes. «Aujourd'hui déjà, un tiers des hommes ne servent pas et seulement la moitié achèvent leur service. Avec la nouvelle réforme, encore moins d'hommes seront engagés en réalité. L'armée n'a tout simplement pas besoin d'eux.»

Reste à fixer la date de la votation fédérale sur l'initiative. Le prochain scrutin sur une question militaire pourrait bien être, en automne 2013, le référendum contre l'achat de 22 avions de combat Gripen ainsi que le projet de diminuer l'effectif de l'armée de 200'000 à 100'000 hommes en augmentant le budget militaire de 5 milliards de francs par année.

Le ministre de la Défense Ueli Maurer répète, lui que «ce sera une votation pour ou contre l'armée».

Urs Geiser, swissinfo.ch

Traduction de l'anglais: Isabelle Eichenberger